

## Le plan SOPHIA balise une relance durable en Belgique

Christophe HAVEAUX, 15 Mai 2020



©  
**Pour sortir de la crise liée au Covid-19, plus de 100 scientifiques et 182 entreprises proposent un plan de transition pour guider la Belgique vers une société plus solidaire, prospère, résiliente et durable. Baptisé SOPHIA, ce plan propose 200 mesures dans 15 domaines : énergie, mobilité, bâtiment, relocalisation, emplois, ... Les Gouvernements fédéral et régionaux seront-ils à l'écoute ?**

Face à la crise économique liée au Covid-19, les Gouvernements du monde entier planchent sur des plans de relance et vont injecter massivement de l'argent public dans l'économie.

Ils seront fortement tentés de « relancer la machine » et de soutenir les entreprises en mode « business as usual », sans conditions, au risque d'encourager des activités nocives pour le climat, l'environnement et les citoyens, bref, de reproduire les conditions qui ont mené au choc actuel.

Or l'opinion publique s'interroge : est-il bien normal, dans un contexte de crise économique et de chômage massif, de financer avec l'argent public des entreprises qui émettent massivement du CO<sub>2</sub>, détruisent la biodiversité, pratiquent le dumping sociale ou l'évasion fiscale ou rétribuent leurs actionnaires ?

De nombreux acteurs de la société civile souhaitent, au contraire, saisir l'opportunité de cette crise pour poser des conditions environnementales, sociales et éthiques et orienter le soutien public vers une société plus solidaire, prospère, résiliente et durable.

En Belgique, plus de 100 académiques et 182 entreprises de la transition écologique - dont l'APERe - se sont ainsi concertés pour construire un plan de relance basé à la fois sur la connaissance scientifique et l'expérience de terrain.

L'objectif ? Tirer les leçons de cette crise et enclencher immédiatement la transition vers une économie durable, pour éviter de nouvelles crises systémiques qui seraient inévitables si la relance se faisait à l'identique.

Baptisé SOPHIA (« la sagesse ») et publié le 14 mai 2020, ce plan propose plus de 200 mesures réparties dans 15 domaines, afin de susciter le débat et aider le politique à relever les nombreux défis : énergie, mobilité, relocalisation, emplois, santé, agriculture et alimentation, fiscalité, consommation durable, bâtiment, démocratie et pouvoirs publics, nouveau contrat social, éducation, coopération au développement, ...

Les experts – francophones et néerlandophones - se sont constitués sous forme d'un Resilience Management Group, c-à-d un vivier de personnes ressources que les Gouvernements sont appelés à consulter, pour développer une orientation durable du pays.

Vous pouvez consulter le document complet et visionner des témoignages [ici](#).

En voici les lignes de force.

## Des principes nécessaires à la transition

Le plan SOPHIA établit certains principes généraux nécessaires pour déployer les mesures proposées :

**Elaborer des mesures de soutien aux entreprises qui accélèrent l'évolution vers une économie régénérative** notamment : la fin de subsides aux énergies fossiles pour les consacrer aux énergies durables, la création et la préservation des emplois durables (faiblement délocalisables et respectueux des limites planétaires), un impôt européen selon un taux lié à l'empreinte carbone des grandes entreprises.

**Développer les activités économiques dans le respect d'un plafond écologique et d'un plancher social**, conformément au concept de la "doughnut economy".

**Prendre conscience des dangers du libre-échange et utiliser ses vertus** : en privilégiant les échanges intra-européens sur les biens et services tels que l'alimentation, la santé, l'énergie, les infrastructures (tout en assurant une diversification de l'activité économique au sein des territoires).

**Mettre le commerce au service du développement durable** : intégrer des normes sanitaires, sociales et environnementales contraignantes dans les accords commerciaux, pour soutenir les efforts des pays en développement qui s'engagent dans le développement durable.

**Responsabiliser davantage le politique et les administrations**, appuyés par des conseils d'avis scientifiques multidisciplinaires et des consultations des parties prenantes. Il s'agit aussi d'approfondir la démocratie participative.

**Etablir un pacte pour l'emploi** : garantir à chacun de (re)trouver un revenu par un emploi décent, réduire les inégalités sociales et de genre, financer et sauvegarder les biens et services essentiels.

Taxe carbone, relocalisation, mobilité, énergies renouvelables, ...



Dans le domaine de la transition énergétique, nous détaillons les mesures suivantes :

## **Une taxe carbone, avec accompagnement social**

Comme en témoigne la pétition signée par plus de 3000 économistes de tout bord aux Etats-Unis, la taxe carbone est considérée comme le premier outil économique pour promouvoir les énergies sobres en carbone, en complémentarité avec les autres outils de politique énergétique (normes, planification, taxation ou soutien ciblé, actions de sensibilisation, ...).

A défaut de voir le jour au niveau international, la mise en place du prix carbone doit s'opérer de manière coordonnée et progressive entre les Régions et l'Etat fédéral.

Les économistes suggèrent de répartir les recettes de cette taxe sous la forme d'un chèque universel, identique pour tous les citoyens. Cela serait de nature redistributive dans la mesure où, par leur consommation, les ménages à hauts revenus participent nettement plus à l'émission de carbone que les ménages à faibles revenus.

Néanmoins, des mesures d'accompagnement sont nécessaires pour les ménages en situation précaire, ainsi que pour les entreprises à court de moyens pour financer les investissements dans la transition bas carbone.

Il s'agit également d'appliquer un prélèvement à la frontière afin d'éviter que des biens et services soient produits dans des pays où une telle taxe n'existe pas (sans quoi, nous assisterions à une « fuite de carbone » et une distorsion de compétitivité). Ce faisant, les autres pays seront incités eux aussi à adopter une taxe carbone.

## **Vers une production responsable et une relocalisation**

Il s'agit de tirer les leçons de la crise actuelle et retrouver des chaînes de valeur qui garantissent la sécurité d'approvisionnement pour tous les biens 'essentiels'.

En profiter pour favoriser la réindustrialisation (et la création d'emploi) tout en réduisant les transports et dynamiser l'émergence de nouveaux modèles économiques durables.

A titre d'exemple, la filière photovoltaïque européenne a subi de plein fouet la crise économique liée au Covid-19 car la Chine est le principal fabricant de panneaux solaire au monde. C'est pourquoi les acteurs plaident désormais pour une réindustrialisation photovoltaïque en Europe.

Lire à ce propos nos article et interview :

[Relocaliser l'économie : Bientôt des panneaux solaires « Made in Europe » ?](#)

[Andre Langwost, Secrétaire Général du European Solar Manufacturing Council \(ESMC\) : « La Démocratie énergétique va soutenir la renaissance d'une industrie photovoltaïque en Europe »](#)

## **Vers une mobilité durable**

Il convient d'appliquer l'approche "avoid, shift, improve" :

Diminuer la demande de transport (concentrer l'habitat et les commerces, télétravail) ;

Effectuer un basculement vers les modes les moins polluants (transports en commun, vélo, ...)

Améliorer l'efficacité de tous les véhicules motorisés (véhicules légers et électriques, alimentés en énergies renouvelables).

Lire à ce sujet nos articles :

Nous avons besoin de « voitures raisonnables »

Pourquoi la voiture électrique ne résoudra pas notre mobilité ...mais jouera un rôle déterminant

## **Efficience énergétique et énergies renouvelables**

Il s'agit de renforcer l'efficacité énergétique dans tous les secteurs et de développer les productions locales d'énergies renouvelables.

Comme le soulignent les experts, la baisse continue (et qui se poursuit) des coûts de production des sources d'énergie renouvelable combinée avec le développement de solutions intelligentes, de la flexibilité et du stockage (batteries et hydrogène), le développement des interconnexions et l'évolution du cadre réglementaire permettent aux sources d'énergie renouvelable de se positionner comme une alternative réelle et actuelle aux énergies fossiles et nucléaire.

Consultée lors de l'élaboration de ce Plan, l'APERe propose notamment une stratégie de rénovation énergétique des logements et des écoles, le soutien aux Communautés d'énergie et un plan solaire pour installer massivement de nouvelles productions photovoltaïques en Belgique.

Sur les enjeux d'une relance économique durable, nous vous invitons également à lire nos articles suivants :

[Coronavirus : la Démocratie énergétique comme résilience ?](#)

[La chute du prix des énergies fossiles : menace ou opportunité pour une relance « verte » de l'économie ?](#)

[Les gouvernements peuvent s'appuyer sur les énergies renouvelables pour assurer une relance économique durable](#)

[Relocaliser l'économie : les territoires en question](#)

---

**Source URL:** <http://renouvelle.be/fr/actualite-belgique/le-plan-sophia-balise-une-relance-durable-en-belgique>